

Société

P 6

**Mon mari,  
l'ex de ma  
tante**



4 mars 2010

4 mars 2011

**Il y a un an  
les togolais  
étaient  
appelés aux  
urnes** P 2

Football au Togo

**Le coach des  
Eperviers  
Thierry Froger  
jette l'éponge**

P 7



LE

# LIBERAL

*Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion*

N° 009 - Mercredi 02 mars 2011 - 250 F CFA / Etranger 1€

## EDITORIAL

### Opération mains propres non dénommée au Togo

Tout porte à croire qu'il y a désormais une tolérance zéro pour les faits de corruption au Togo. Une véritable opération mains propres est menée sans tambour ni trompette. En tout cas il n'y a pas de noms d'oiseaux évocateurs comme opération Eperviers, celle qui continue, soit dit en passant, de faire des ravages salutaires au Cameroun.

Mais tous les ingrédients sont réunis. Des têtes de ministres et d'anciens ministres continuent de tomber à un rythme infernal.

Le Président Faure est passé à la vitesse supérieure sans crier gare et chaque jour que Dieu fait l'on se pose la même question avec anxiété ou jubilation, c'est selon : A qui le tour ?

Il est très significatif qu'au lendemain de l'ouverture à Paris de la Conférence sur la transparence dans les industries extractives, les colonnes de la presse soient occupées par la chute d'un ministre et non des moindres suite à de sérieux soupçons de malversation.

A vrai dire, la lutte contre la corruption n'est pas d'hier. Simplement elle semble avoir pris un nouveau visage, celui de la détermination, de la froideur et de l'insensibilité face aux titres et aux qualités des personnes soupçonnées. Les faits de corruption seront désormais punis. Un point c'est tout.

Jadis instrumentalisée à des fins de règlement de comptes politiques de toutes sortes, la lutte contre la corruption semble s'être affranchie. Elle existe. Elle sévit. Mais elle n'appartient à personne. Elle est un peu comme une rue non dénommée. Elle n'a pas de nom mais elle existe. ■

La Rédaction



Lutte contre la corruption au sommet de l'Etat  
**Le Ministre Kokou GOZAN  
éjecté du Gouvernement** P 3

**La Cour Pénale  
Internationale tend  
un appât au Togo**

P 3



6e Roi des Yorouba  
du Togo  
**El Hadj Oba  
Kabyesi Karimu  
AFOLABI  
bientôt  
intrônisé** P 5

4 mars 2010-4 mars 2011

# Il y a un an les togolais étaient appelés aux urnes

**P**longés dans le souvenir de la présidentielle d'AVRIL 2005, c'est avec une peur au ventre que les togolais s'apprêtaient ce jeudi 4 mars 2011 à aller aux urnes. Le 4 MARS prochain, cela fera donc un an exactement que les togolais se rendaient aux urnes pour choisir le troisième Président de la 4<sup>ème</sup> République togolaise. Au total 3277492 électeurs devaient départager 7 candidats qui nourrissaient l'ambition de présider aux destinées du Togo pour les 5 années à venir. Parmi les prétendants à la plus haute fonction de l'Etat, le sortant Faure GNASSINGBE du Rassemblement du Peuple Togolais(RPT), Jean Pierre FABRE porté par l'Union des Forces de Changement(UFC) et soutenu par une coalition de quelques partis politiques regroupés au sein du Front Républicain pour le Changement(FRAC). Sur la ligne de départ pour cette présidentielle, on pouvait repérer le vieux béliet noir de Kouvé Yaovi AGBOYIBO défendant les couleurs du Comité d'Action pour le Renouveau(CAR). La Convention Démocratique des Peuples Africains(CDPA) répondra présente à cette course à la présidence par la candidature féminine de Brigitte ADJAMAGBO-JOHNSON, une première dans l'histoire des élections présidentielles au Togo. Etaient également en course l'ex Premier Ministre Agbeyomé KODJO de l'Organisation pour Bâtir dans



l'Union un Togo Solidaire(OBUTS), Bassabi KAGBARA du Parti Démocratique Panafricain(PDP) et le Parti du Renouveau et de la Rédemption(PRR) Nicolas LAWSON

### Un scrutin sans violence

Le bon déroulement du scrutin législatif d'avril 2007 n'avait pas suffi pour rassurer les uns et les autres. Entre les législatives et la présidentielle le fossé est grand et les enjeux ne sont pas les mêmes murmurait-on. Mais au final, plus de peur que de mal. Les multiples campagnes de sensibilisation pour une élection non violente ont sans doute porté leurs fruits en tout cas, ce fut pari gagné pour Faure GNASSINGBE qui avait juré la main sur le feu d'organiser une élection

présidentielle sans violence. Nous étions loin des spectacles désolants étalés aux yeux du monde entier en 2005. La proclamation des résultats 48 heures plus tard c'est à-dire le 6 mars devant les caméras du monde entier sera la cerise sur le gâteau pour une élection présidentielle tant redoutée auparavant.

Une élection saluée par l'ensemble de la communauté internationale 3300 observateurs nationaux provenant de 10 organisations de la société civile et 180 observateurs internationaux avaient suivi à la loupe ce scrutin présidentiel. La plupart des missions d'observation notamment l'UEMOA, la CEDAO, l'Union Africaine, l'OIF et surtout l'Union Européenne ont relevé

quelques dysfonctionnements mineurs liés à l'organisation et qui méritent d'être corrigés les prochaines fois. Mais dans l'ensemble, deux éléments retenaient les attentions, la liberté et la transparence qui ont caractérisé le scrutin. Une campagne électorale conviviale et pacifique, un vote par anticipation des forces de sécurité dans le calme et la discipline. Après deux scrutins successifs (législatives 2007 et présidentielle 2010), le TOGO venait ainsi de s'inscrire dans le cercle très restreint des pays africains organisateurs d'élections transparentes. Que ce soit du point de vue organisation ou sécurité du scrutin, l'expertise togolaise sera désormais sollicitée dans la sous-

région.

### La victoire de Faure et les leçons d'un scrutin

La victoire de Faure GNASSINGBE à la présidentielle du 4 mars 2010 n'est que le couronnement des actions et projets qui ont su charmer l'électorat. A cela il faudra ajouter le manque d'organisation d'une opposition sans cesse divisée sur des détails inutiles. La percée fulgurante de Faure dans les fiefs réputés de l'opposition démontre à suffisance la fragilité sans cesse croissante de celle-ci depuis les années 90. Le vote tribal s'effrite et perd du terrain au profit très prochainement de la compétence et d'un programme de gouvernement bien ficelé. Les différents résultats du vainqueur de la présidentielle du 4 mars nous les ont prouvés. Aujourd'hui, l'heure n'est plus à la diversion. Les vieilles habitudes de contestation de légitimité doivent être reléguées dans les placards et il faut penser à une réorganisation pour les échéances futures. Du côté des gagnants, on est loin du triomphalisme. Les défis à relever sont énormes et les togolais attendent toujours les promesses de campagne qui progressivement commencent par prendre forme mais peinent encore à convaincre le citoyen préoccupé par les effets de la vie chère. Mais il faudra aussi penser aux réformes institutionnelles et constitutionnelles annoncées par le chef de l'Etat à l'orée de la nouvelle année. ■

Fabrice P

## Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication  
Fabrice P. Dariworé

### Comité de Rédaction

Schmidt EZA  
BRHOOM Kwamé  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
Infographie  
Raphaël AHIBLÉ

### Adresse

585, Av du Grand Séminaire  
Hédzranawoé  
Tél: +228 239 04 45  
+228 915 87 53  
13 BP 152 Lomé-TOGO

### Imprimerie

Service Compris

### Tirage

2000 exemplaires

**Sujet de la semaine:** La situation socio-économique et politique s'améliore t-elle depuis la réélection de Faure ?

### Hugues Eric Johnson, DP Union pour la Patrie



Disons globalement que le pays est dans une nouvelle phase, la phase de reconstruction. Depuis un an beaucoup d'efforts s'effectuent dans presque tous les domaines. Il faut voir l'évolution politique même du pays, comment les gens se comportent. (...) Il y a ce que nous appelons la liberté d'expression qui est désormais quelque chose que nous vivons en plein temps dans le pays. Politiquement les acteurs politiques; c'est vrai qu'ils ne s'entendent pas sur beaucoup de choses (...). Sur le plan économique, il faut reconnaître, que le pays fait face à une situation de conjoncture générale où les activités économiques ne marchent pas. Il ne faut pas se leurrer. Quand bien même il y a des réformes, il y a des ouvertures pour les opérateurs économiques, etc., ça ne va pas encore. Toute fois, nous constatons que les autorités en place essaient de mettre tout le monde au travail. Vous vous rappelez

de cette fameuse loi adoptée il y a quelques semaines pour mettre tout le monde au travail dans l'administration, dans le secteur privé. En plus de cela il faut voir l'offensive diplomatique que le gouvernement est en train de mener aujourd'hui ne serait-ce que pour trouver ce que nous appelons le financement dans tous les secteurs. Aujourd'hui on prend, les problèmes de la jeunesse à bras le corps parce que la jeunesse c'est la relève de demain. Nous sommes une population extrêmement jeune et le problème de l'emploi est très crucial. Donc si on essaie de former les jeunes (...), de les envoyer sur le marché du travail, je crois que le problème de travail la misère aussi et la pauvreté vont forcément diminuer. Je crois que globalement la situation va de mieux en mieux et il faudrait qu'ensemble nous arrivions à accompagner les efforts de l'exécutif pour que le pays puisse sortir de sa pauvreté. ■

### ABBAS ISSAKA, DP Le Magnan Libéré



Après son premier quinquennat qui a été secoué par les crises de confiance au sein de la classe politique et ponctué de dialogues qui ne lui ont pas permis de mettre en œuvre son programme de développement. Tout donne l'impression que Faure Gnassingbé veut reprendre la même musique. Alors que les togolais attendent le Chef de l'Etat pour qu'il engage le pays, dans le processus de développement économique comme lui-même l'a promis lors de sa campagne électorale, il veut opter pour du surplace. Sa dernière sortie médiatique où il invitait les togolais à un « dialogue inclusif prouve à

suffisance que durant un an, l'on veut entretenir le peuple dans le dilatoire. De l'autre côté par rapport à son manque d'autorité et à son silence sur certaines questions de l'heure, on a l'impression que Faure Gnassingbé a des difficultés pour se libérer des griffes de certains barons et que le pouvoir décisionnel du Chef de l'Etat se trouve ailleurs.

Faure doit se ressaisir et faire face au développement du pays et se libérer de l'embrigadement. Il y a un APG qui a mis en place un cadre permanent de concertation. ■

### Bertrand BADJABAISSI, Journaliste à TV2



Le peuple togolais s'est beaucoup investi pour une élection présidentielle apaisée en 2010, histoire de voir le pays se relancer définitivement sur la voie d'un réel développement socio-économique. Malheureusement un an après, les attentes de ce peuple ne sont pas encore comblées. Les togolais vivent au quotidien les effets de la vie chère et ils s'interrogent toujours sur ce que sera fait

demain. C'est vrai qu'aujourd'hui tous les chantiers sont prioritaires au Togo. Mais je pense que l'Etat doit plus se pencher sur le quotidien du togolais en soulageant ses peines. Il faut véritablement s'attaquer aux détournements de deniers publics et à la corruption pour redonner de l'espoir au peuple. ■

Diminution et stabilisation des prix du Riz, du Sucre, du Poisson et de la Farine de Blé

## Les premières réactions entre espoir et méfiance

Le Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé a signé le jeudi 24 Février dernier, un protocole d'entente avec des sociétés importatrices de denrées alimentaires en vue de lutter contre la vie chère en rendant certains produits de première nécessité, notamment le riz et le sucre, plus accessibles et moins coûteux aux populations togolaises. Des facilités douanières, des lignes de crédits pour atteindre un approvisionnement régulier et suffisant. C'est les quelques premiers éléments de cet accord dont l'application d'ici peu, courant mars avril, pourra impacter de manière significative le quotidien du togolais dans l'optique de la lutte contre la vie chère.

On annonce déjà des réductions de prix allant de 20 à 75% sur le Kilo de riz en fonction des variétés. Une baisse de 30 à 70 F CFA sur le Kilo de sucre est aussi prévue en fonction également des variétés.

Le ministère rassure quant à la mise en œuvre effective de ce protocole contre la vie chère qu'il y aura bientôt un numéro vert pour les informations sur les prix et surtout pour dénoncer les commerçants qui ne respectent pas les prix indiqués. La direction du commerce intérieur et de la concurrence a annoncé la descente

sur le marché d'une brigade de contrôle des prix en vue de faire respecter les nouveaux prix qui seront déterminés très prochainement de commun accord avec les importateurs, les grossistes et les détaillants à travers le pays.

De bonnes intentions à concrétiser sans ratés

Le public togolais qui s'attendait à une extension de la mesure sur plusieurs denrées alimentaires de première nécessité notamment la farine de blé pour le pain, le poisson congelé dont les prix ont été tout simplement « stabiliser jusqu'à nouvel ordre », et éventuellement les maïs, les tomates...etc., se réjouissent déjà de ce bon début mais restent un peu incrédules quant aux dispositions que le ministère prendra pour l'application sans bavure du premier volet de ce protocole d'accord contre la vie chère. Ce sera la première fois que l'Etat togolais réussirait à véritablement contrôler les prix. A plusieurs reprises déjà, les populations malmenées par la cupidité des commerçants et autres distributeurs avaient attendu l'activation du service de contrôle des prix dont l'on a fini par douter de l'existence. Le succès de ce contrôle annoncé pourra bien assainir le commerce intérieur.

L'autre inquiétude est la bonne foi des importateurs et grossistes. L'Etat se doit de suivre cet accord comme du lait sur le feu afin que les différents avantages accordés à ces derniers ne contribuent pas à les enrichir plutôt qu'à servir les populations. L'effet escompté pourra très vite se travestir. Etendre la mesure pour plus d'efficacité

L'annonce sur le riz et le sucre qui sont parmi les premiers produits de première nécessité ne devait pas arrêter le gouvernement dans sa volonté d'atténuer la souffrance des populations dans cette crise généralisée qui a installé un peu partout la vie chère. Avec la surproduction annoncée à travers les différents soutiens en milieu agricole togolais, le gouvernement de concert avec les agriculteurs et l'ANSAT devait pouvoir permettre la baisse du prix du maïs togolais qui occupe une place prépondérante dans l'alimentation des togolais. La tomate importée fraîche ou en boîte ainsi que les autres ingrédients qui nourrissent le togolais doivent être considérés dans une approche plus globale de la gestion de cette épineuse question. Le Togo pourra ainsi faire figure de référence dans la gestion de la vie chère sur le quotidien des togolais. ■

Schmidt EZA

## Lutte contre la corruption au sommet de l'Etat Le Ministre Kokou GOZAN éjecté du Gouvernement



La nouvelle de l'éjection du Ministre Kokou GOZAN de l'équipe gouvernementale est tombée comme un couperet. Un décret présidentiel signé probablement dans l'urgence annonçait hier mardi au journal de 13 heures sur la télévision nationale que le Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé est demis de ses fonctions. Cela faisait huit mois que l'ex-banquier de la BCEAO était entré au gouvernement. Venu de nulle part politiquement parlant, l'on avait espéré que ses qualités de banquier qui lui ont valu une ascension élogieuse dans le circuit de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, serait mise au service du pays. Mais au bout du compte, l'homme aurait enregistré des bourdes, des maladresses et des irrégularités impardonnables dans la gestion de ce portefeuille qui a un impact

considérable sur la vie de la nation. La décision brusque de son limogeage serait motivée par des raisons non encore officielles, mais qui évoquent des soupçons et accusations de malversations dont le Ministre se serait rendu coupable. L'éjection sanctionne de ce ministre qui il y a encore quatre jours promettait aux togolais d'améliorer leur quotidien à travers un protocole d'accord avec des importateurs de riz et de sucre a surpris plus d'un. La mauvaise entame de la gestion de ce dossier serait la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des actes répréhensibles reprochés au Ministre Gozan. Les togolais se souviennent encore de la hausse des prix des produits pétroliers initiée par le Ministre et qui ont falli enflammer le pays. Malgré la récente diminution et la mise en place d'un système de fixation automatique des prix, le Ministre GOZAN n'a pas rassuré. Autour de lui ses collaborateurs récusent ses méthodes de management de banquier qui ne sont pas saines et valables en politique. Sur un autre plan, le Ministre GOZAN est soupçonné de connivence dans l'attribution de certains contrats dans l'application de la politique du ministère dans la lutte contre la vie chère. Le Président Faure GNASSINGBE n'aurait pas apprécié. Tout comme les Ministres NAGOU, Payadowa Boukpepsi, Kokou GOZAN quitte l'équipe gouvernementale en dehors d'un remaniement ministériel comme c'est souvent le cas. Ce limogeage sonne comme un signal fort adressé à tout ceux qui ne s'inscrivent dans la logique de la relance économique qui passe par la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion. ■

La Rédaction

## La Cour Pénale Internationale tend un appât au Togo

La Cour Pénale Internationale (CPI) a démarré depuis quelques mois une campagne pour le renouvellement de ses magistrats. Selon le règlement, seuls les pays qui ont dûment ratifié le statut de Rome créant la CPI peuvent présenter des candidats. Les postes à pourvoir sont prestigieux. Six postes de juges ainsi que celui de procureur en chef sont mis en compétition jusqu'au 31 décembre 2011. Du coup la CPI exhorte vivement les pays qui à l'instar du Togo n'ont pas encore ratifié le Statut de Rome à se mettre rapidement en règle pour pouvoir envoyer des candidatures. Certains y voient une manœuvre pour appâter les Etats qui hésitent encore à rejoindre le Traité de Rome instituant la CPI, à un moment où la justice pénale internationale suscite des critiques de plus en plus vives.

La campagne de recrutement de la CPI sera clôturée en décembre 2011. Elle vise à recruter de nouveaux magistrats pour insuffler un nouveau dynamisme à la CPI. Ces dernières années un nombre important de hauts magistrats ont quitté la Cour. Les besoins en personnel sont donc réels. Le Togo ne manque pas de candidats potentiels. La magistrature togolaise regorge de carrières à la fois brillantes et exemplaires. Notre pays peut valablement lancer dans la course quelques hauts magistrats qui n'ont rien à envier à leurs congénères des autres pays. Seulement voilà. En l'état actuel des choses, les candidatures togolaises seraient irrecevables pour la simple raison que notre pays n'a pas encore ratifié le Statut de Rome. La situation du Togo est loin d'être exceptionnelle. A l'heure actuelle seuls 31 pays africains ont déposé les instruments de ratification sur un total de 111 ratifications enregistrées.

### Pourquoi le Togo hésite-t-il à franchir le pas ?

Difficile à dire. Toujours est-il que la CPI essuie régulièrement des critiques qui ne sont pas toutes infondées.

Certains estiment que l'entrée en lice de la CPI dans une situation de post conflit conduit généralement à hypothéquer lourdement le processus de paix. L'on notera à cet égard que l'Union Africaine avait vivement critiqué la décision du procureur de la CPI de lancer un mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar El Bechir en février 2010. L'organisation continentale avait soutenu que la recherche de la justice doit être poursuivie d'une manière à ne pas porter préjudice à la quête de la paix.

### Les critiques de partialité contre la Cour sont également récurrentes

Mais les critiques les plus acerbes reprochent à la CPI de consacrer une justice à deux vitesses pour laquelle la plupart des justiciables sont fournis par les pays pauvres essentiellement africains. C'est d'ailleurs le Congolais Thomas Lubanga qui a été le tout premier client de la CPI. A l'heure actuelle cinq enquêtes en cours concernent des pays africains : le Soudan, la RDC, la République centrafricaine, le Kenya, et l'Ouganda.

Cela dit il faut noter que ces derniers mois le Togo est pris d'assaut par la Coalition mondiale pour la Cour pénale internationale qui fait feu de tout bois pour l'inciter à signer le Statut de Rome. Cette Coalition qui regroupe 2500 organisations de la société civile est ainsi montée au créneau pour exhorter le Togo à régulariser sa situation pour pouvoir présenter des candidats aux postes vacants à la CPI.

Mais déjà en décembre 2010, le coordinateur de la Coalition pour l'Afrique M. Francis Dacko avait effectué une mission de plaidoyer au Togo à la suite de laquelle il avait lancé à nouveau un appel à l'adhésion togolaise.

La Coalition a même écrit officiellement au Président Faure Gnassingbé le 1er février 2011 pour le convaincre de faire de la question de l'adhésion du Togo au Statut de Rome une priorité.

La section nationale de la Coalition mondiale pour la CPI n'est pas restée à l'écart de cet assaut tous azimuts. Komi Hohotowossi qui la préside déclarait récemment : il est inacceptable, pour notre pays le Togo d'être le seul pays de la sous région à ne pas avoir encore signé le Statut de Rome. On manie donc le bâton et la carotte, on souffle le chaud et le froid pour convaincre le Togo de faire le saut pour rejoindre le Statut de Rome. Même si l'on est tenté, par humanisme de soutenir la démarche de la Coalition, une question reste tout de même sur les lèvres. Y a t il un agenda caché dans cette croisade pour étendre l'empire de la CPI sur le Togo ? ■

Sémy MAREKA

## 3e Forum National du Paysan Togolais

# Les Paysans et le Président pour la mise en œuvre du PNIASA

Le paysan togolais a trouvé désormais sa place dans le processus de développement national avec le Forum National qui leur est annuellement dédié. La 3e édition de ce forum s'est tenue du 24 au 26 février dernier à Dapaong, une ville pittoresque de la région des savanes, où producteurs, autorités et partenaires se sont concertés pour réfléchir sur les problèmes qui minent le secteur agricole togolais et adopter des solutions. Le forum de Dapaong qui a connu une mobilisation effective des producteurs et des productrices avait pour entre autres objectifs la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA). Il a duré trois jours avec un programme riche et diversifié concoctés par un comité d'organisation sous la supervision des experts du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

### Une ouverture solennelle

C'était le 24 février sur l'esplanade du Bureau de la Préfecture de Tône au centre ville de Dapaong. Cette ouverture a eu lieu en présence des membres du gouvernement et du commissaire de l'UEMOA, chargé du développement rural, des ressources naturelles et de l'environnement. C'est le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Messan Ewovor, qui a procédé au démarrage des travaux du forum au nom du Président de la République. Plusieurs thèmes ont meublé les conférences débats du premier jour qui ont porté essentiellement sur les stratégies à adopter pour une mise en œuvre effective du PNIASA. Les discussions ont aussi tourné autour de la question de l'aménagement hydro agricole, de la gestion des feux de végétation, de la commercialisation, de la transformation des produits agricoles et de leur distribution. La question des intrants n'a pas été du reste. En effet, pour la campagne agricole en cours, pas moins de 35 milles tonnes d'intrants seront mis à la disposition des producteurs cette année. Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire est un projet du gouvernement togolais, élaboré à partir de la Stratégie de relance de l'Agriculture et bénéficie d'ores et déjà d'un financement conséquent pour sa réussite. Les débats entre les participants et les experts en matière agricole ont longuement tourné autour de ce programme. En effet, il y a quelques années, le Togo était incapable de s'autosuffire. Mais aujourd'hui, notre pays est un exportateur des produits vivriers. Une évolution à mettre à l'actif de cette collaboration entre le gouvernement et les producteurs notamment grâce à la tenue du forum du paysan togolais qui s'est désormais institutionnalisé et qui se tient tous les ans depuis l'année 2009. Deux milles personnes dont 1315 producteurs et productrices ont participé au forum de Dapaong. Pays essentiellement agricole, le Togo s'engage à investir dans l'agriculture pour s'assurer une autosuffisance alimentaire. Les paysans togolais présents à Dapaong n'ont pas manqué de témoigner leur satisfaction.

### Le FNPT ou La Voix du paysan

Depuis l'initiation de cette rencontre annuelle qui regroupe les plus hautes autorités du pays et des producteurs venus de tous les coins du Togo, le paysan a désormais droit au chapitre. Ses préoccupations sont prises en compte par le gouvernement. Cette considération du monde agricole est effective depuis la 2e édition du FNPT qui s'est tenue à Kpalimé. L'expression est laissée libre au paysan togolais qui est appelé à recenser et à poser clairement les problèmes auxquels il est confronté afin d'en discuter avec le Chef de l'Etat qui était présent à la clôture du forum. Dapaong n'a pas dérogé à cette règle. Toute la journée du 25 février, les producteurs et productrices se sont constitués en ateliers pour recenser leurs problèmes et les présenter au Chef de l'Etat. Les travaux se sont déroulés en atelier suivis de débats entre les producteurs eux-mêmes et selon des secteurs d'activité. Ils étaient appuyés par des personnes ressources en réunion d'échanges. Chaque atelier a présenté un rapport sur son secteur. Une synthèse de tous les rapports des secteurs a été présentée lors des échanges avec le Président de la République. Les problèmes relevés sont pour la plupart les mêmes que ceux des deux précédentes éditions. L'accès



Le Chef de l'Etat visitant la foire de Forum

aux intrants et leur achat restent une préoccupation majeure pour les paysans qui sont souvent victimes de la spéculation de ces produits. L'écoulement et la commercialisation figurent aussi dans ce rapport qui aborde d'autre part la compétitivité des produits agricoles togolais d'abord sur le marché intérieur et ensuite à l'extérieur. Le rapport général des activités en atelier a été adopté par les producteurs avec l'aide des experts et des partenaires. Le rapport a été présenté au Ministre Ewovor qui en a pris acte. C'est au Chef de l'Etat que revient le dernier mot. Les "privilegiés" de la politique de Faure comme on les appelle ont défendu leur rapport en discussion avec le Président de la République à l'apothéose du forum.

### Le monde paysan s'est engagé

Les 1315 producteurs et productrices présents à Dapaong n'ont pas fait que des recommandations. Dans les différents ateliers des différents secteurs, au total 5, les paysans se sont engagés à mieux s'organiser; à mieux collaborer et à mieux participer aux actions de relance du secteur agricole. Ils s'engagent à un renforcement de la bonne gouvernance des organisations professionnelles agricoles et se disent aptes à s'impliquer dans l'utilisation des instruments. Ils s'engagent aussi à produire en quantité et en qualité suffisante à mieux s'organiser pour la production et la vente des produits.

### Faure Gnassingbé confirme son soutien aux paysans

L'arrivée à Dapaong du Président Faure a ajouté, comme de coutume désormais une touche particulière au forum. A Dapaong, 65 producteurs et productrices ont été décorés. Vingt producteurs parmi eux ont reçu leurs distinctions des mains personnelles du Président Faure. Les Ministres Ewovor et Kpabre ont eu à décorer dans la matinée 45 autres. Ils ont tous été faits Officiers de l'Ordre de Mérite Agricole. D'un autre côté, 229 lauréats dont 77 femmes ont reçu des prix nationaux et régionaux d'un coût total de 98 millions de FCFA. Après la cérémonie de remise de distinction honorifique et de prix, l'occasion a été offerte aux paysans de discuter directement avec le Président de la République. Les préoccupations des paysans ont porté notamment sur les questions de la subvention du prix des intrants du coton, la construction des magasins de stockage des produits dans les régions du pays, l'exonération des taxes sur les produits de l'élevage, les problèmes fonciers, la bourse agricole, la construction d'une banque agricole, etc.

### Des Prix et subventions révolutionnaires pour encourager les producteurs

Le prix de l'engrais a été débattu et le Président a souhaité que l'engrais soit vendu cette année à 11000 au lieu de 15500. Concernant le secteur cotonnier, Faure Gnassingbé a reconnu que le coton est un secteur agricole important et que c'est une filière qui connaît de grosses difficultés malgré les efforts de son gouvernement. **"La production n'est pas encore ce qu'il faut, mais nous faisons tout pour remonter la pente. Il y a des mécanismes pour soutenir la production de coton, mais on ne peut pas faire des subventions inconsidérées. Je pense qu'il y a un effort qui doit être fait de part et d'autre. Nous Allons poursuivre les discussions au conseil d'administration pour que le prix**



Les participants au 3e FNPT



Le Comité d'organisation et les officiels

**avantage tout le monde"**, a-t-il souligné. Une autre préoccupation qui a trouvé de solution à Dapaong est celle des semences améliorées. En effet selon le ministre Messan Ewovor, les semences seront vendues cette année à 100F/kg au lieu de 300F/kg comme précédemment pratiqué. D'autres questions notamment concernant le secteur maraîcher, le secteur de l'élevage, de la pêche seront soumis à la réflexion et les solutions seront trouvées pour un meilleur développement de l'agriculture togolaise qui contribue pour une grande part à la formation du PIB national soit 40%. Comme pour rappeler le thème du forum de Dapaong, Faure Gnassingbé a appelé les paysans togolais à mettre du leur dans la mise en œuvre du PNIASA. Selon lui, sans l'adéquation des agriculteurs, le PNIASA n'aura aucun impact. **«Nous avons tous des responsabilités»**, a-t-il dit. C'est donc ensemble que le Président Faure et les acteurs du secteur agricole ont annoncé à Dapaong les couleurs de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire. Plusieurs partenaires au développement dont la FAO et l'UEMOA ont été présents au 3e forum du paysan togolais. Ils promettent leur soutien aux paysans togolais ainsi qu'au PNIASA, désormais le seul cadre d'intervention dans le secteur agricole au Togo qui bénéficie déjà des financements, ceci grâce au Projet d'aménagement du secteur agricole (PASA) et à celui d'aménagement et de développement du secteur agricole du Togo (PADAT). Le Burkina Faso était représenté par son Ministre délégué en charge de l'agriculture. Pour témoigner le soutien des partenaires, une signature de convention de financement s'est intervenue entre le Ministre de l'agriculture et le président de la Commission de l'UEMOA, M. Soumaila Cisse, pour étude et aménagement de 1000 hectares, en raison de 200 hectares par région économique du pays, en vue d'accroître la production du riz au Togo. Le Président est allé ensuite visiter les stands d'exposition des produits à la foire du forum. Dapaong aura été l'autre succès qui augure des lendemains meilleurs pour une agriculture togolaise dont on attend qu'elle joue pleinement le rôle qui est le sien dans le processus de relance économique et du développement du pays. ■

**BRHOOM Kwamé,**  
Envoyé Spécial du Libéral à Dapaong

## L'ANC n'était pas au rendez-vous du Président de la République Pourquoi le contraire aurait surpris

Une correspondance émanant du cabinet du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, et datée du 24 Février 2011, invitait au nom du Président de la République, au plus cinq responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) à une rencontre à la Présidence de la République le Lundi 28 Février 2011. Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre du dialogue inclusif et permanent annoncé à l'occasion du nouvel an par le Chef de l'Etat.

Jean-Pierre Fabre et ses collaborateurs de l'ANC n'ont pas surpris les togolais : ils ont tout simplement boudé le rendez-vous tout en se donnant la peine de justifier leur refus et surtout de poser des conditions préalables à une éventuelle rencontre dans l'optique de ce dialogue inclusif qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive.

Pouvait-il en être autrement ?

Au moment où une bonne partie des partis de l'opposition se préparaient et peaufinaient leurs stratégies pour une participation collective ou éparpillée, l'ANC qui n'avait pas digéré ses trois échecs à savoir l'échec du candidat Jean Pierre Fabre à la Présidentielle de mars 2010, la perte de la main mise sur l'UFC et la démission des meneurs de l'ANC au parlement, avait déjà annoncé les couleurs qu'elle porterait à ce dialogue. En diabolisant dans les règles de l'art



tous les autres leaders qui fondaient leur espoir dans ce dialogue, les cadres de l'ANC affichaient déjà leur refus à participer à ce processus que le pouvoir définit désormais comme « une source de réflexions partagées sur les défis auxquels notre pays doit faire face sur les plans politique, économique et social »

### Des explications et conditions sans effets

Comme on s'y attendait également l'ANC a saisi l'occasion de cette correspondance l'invitant à la Présidence de la République pour tenter de régler ses vieux comptes. D'abord au Ministère de l'Administration Territoriale qu'elle déclare indigne pour signer une telle correspondance avec cette explication que « l'autorité qui vous transmet une invitation du Chef de l'Etat à le rencontrer pour dialoguer est la même qui interdit les activités régulières de votre parti », faisant ainsi allusion aux marches, meeting et autres manifestations publiques en semaines.

Ensuite, l'ANC pose des conditions

qui remettent au goût du jour les exigences qui ont causé sa précipitation aux enfers par l'UFC, notamment la reconnaissance de l'existence du groupe parlementaire ANC, le retour à l'Assemblée Nationale « des députés démissionnaires ».

Dans une confusion totale, l'ANC exige également comme préalable à sa participation au dialogue, la levée des interdictions qui frappent les radios X-Solaire, Métropolys et Providence. Comme pour se rapprocher du CAR, ce parti nouvellement crée, après l'APG, revendique la mise en œuvre de l'APG. Et pour saupoudrer le plat des conditions, le parti orange ajoute la libération du député Kpatcha GNASSINGBE comme préalable. Le pavé est bien jeté dans la marre du dialogue inclusif.

### Les conditions qui réaffirment le refus de dialoguer.

Les togolais ne sont pas dupes. Ils savent que les conditions posées ne sont motivées que par un désir de surenchère inacceptable dans le camp adverse. Point n'est besoin de revenir sur le caractère saugrenue de certaines conditions. Le refus est désormais catégorique, il éloigne l'ANC de l'espoir de résoudre « sa crise de façade » par le dialogue. Il y a très longtemps que des togolais invitaient le Chef de l'Etat à prendre l'initiative d'un dialogue avec l'ANC et plus largement avec les autres partis de l'opposition. Certains partis comme OBUTS avait formulé le

même souhait mais dans le cadre du FRAC. Aujourd'hui, c'est fait ! Mais en face, il n'y a pas de prédisposition au dialogue. L'ANC a eu tort de refuser l'initiation, et plusieurs observateurs s'accordent pour reconnaître que l'ANC aurait dû répondre à l'invitation afin de mieux préciser

le cadre et les conditions de sa participation à l'autorité. Mais ici encore, l'ANC n'a pas surpris, « les méthodes Gilchrist d'avant 2010 » ont encore de beaux jours dans les stratégies de positionnement de l'ANC. ■

Schmidt EZA.

## Billet

### Le 10ème Député ANC

Le peuple togolais et le monde entier après, pensaient que depuis le remplacement des neuf députés ANC par leurs suppléants de l'UFC à l'Assemblée Nationale, la messe était dite et que les ex-députés s'attelaient désormais à la fortification et à l'implantation nationale de leur nouveau parti politique en vue de leur garantir des places prochaines à l'hémicycle sous les couleurs orange de l'ANC.

Le meeting du 26 Février à la plage a replongé les togolais dans l'univers onirique de Jean-Pierre Fabre et de la clique du samedi à la plage. Expliquant leur refus de répondre à l'invitation que le ministre Pascal BODJONA leur avait lancé au nom du Président de la République, les cadres de l'ANC disaient subordonner leur adhésion au dialogue inclusif, entre autre, à leur retour au Parlement et à la reconnaissance du groupe parlementaire ANC dans cette même institution. On ne meurt pas de ridicule au Togo et tous les vivants le savent. Mieux encore l'ANC a posé comme autre condition la libération sans condition du 10e député du parti, « un député encore protégé par son immunité parlementaire » Le député dont on n'a pas voulu dire le nom aurait rougi de plaisir devant ce regain d'intérêt. La tentative de récupération de l'affaire Kpatcha a été mal négociée. Ce faux soutien de lutte des réponses des personnes incarcérées dans l'affaire de l'atteinte à la sûreté de l'Etat. Après les 10 députés de l'ANC qui doivent retrouver leurs places au Parlement, ne soyez pas surpris un jour d'apprendre que les militants de l'ANC sont depuis des journalistes et que les radios X-Solaire, Métropolys et Providence sont leurs biens privés. L'ANC propriétaire de tous les dossiers avec l'espoir qu'un jour ça pète comme en Tunisie et en Egypte. ■

A. K

## Présentation Officielle du 6e Roi de la Communauté Yorouba au Togo El Hadj Oba Kabyesi Karimu Afolabi bientôt intronisé

Le samedi 26 Février 2011 marque une importante étape dans la vie de la communauté Yorouba (ethnie du Nigéria) au Togo. C'est au cours d'une grande assise qui a réuni pour la circonstance les ressortissants nigériens au Togo, des communautés amies ainsi que les notables et autorités Yorouba pour la présentation officielle du nouveau Roi des Yorouba en terre togolaise. Cela fait plus de 10 ans que cette communauté qui regroupe des centaines de milliers de ressortissants au Togo n'avait plus de roi. Le 6e Roi de la Communauté Yorouba au Togo est enfin connu. Il s'agit du riche homme d'affaire nigérian El Hadj Karimu AFOLABI né dans la ville de Vogan de parents immigrés depuis longtemps au Togo. L'homme d'influence et de puissance est une référence dans la communauté et son choix est intervenu longtemps après le décès du précédent roi. La présentation du « Kabyesi », entendez Sa Majesté, a été faite dans la grande salle de la CNTT devant des frères et sœurs venus de plusieurs pays. Une longue cérémonie digne de ce nom a permis aux notables du royaume togolais des Yorouba, aux autorités politiques fédérales représentées par Son Excellence l'Ambassadeur d'Nigeria au Togo, aux Chefs et rois des autres communautés nigérianes au Togo (Ibo, Haoussa) ainsi qu'à différentes autorités religieuses nigérianes résidant au



Le nouveau Roi (à gauche) recevant les félicitations de l'Ambassadeur du Nigéria au Togo

Togo de présenter officiellement le nouveau « Oba » dont la tâche principale sera d'assurer la paix dans la communauté Yorouba placée sous son autorité mais également de créer des conditions de paix et d'harmonies entre elle et

les autres peuples résident au Togo. « Le peuple Yorouba est un peuple de paix, un peuple qui cherche la paix et la concorde entre les peuples » a tenu à rappeler certains intervenants et notamment le Général Assani

Tidjani qui a appelé la jeunesse Yorouba à suivre les traces de leurs aînés qui ont travaillé pour leur propre réussite et la réussite du Togo, leur patrie d'adoption avant de mettre en garde « les gens qui honnissent leur nom » de renvoi d'ici, allusion faite surtout aux jeunes de l'ethnie Ibo connus pour leur mauvaise réputation dans les actes de grand banditisme au Togo. Le nouveau roi qui n'a pas voulu faire de discours avant son intronisation a promis travailler sur ce point en concert avec les autorités et les chefs de l'ethnie concernée en vue d'une sensibilisation à des fins utiles. Les vœux et les prières n'ont pas manqué à l'endroit du nouveau roi afin que Dieu le garde en bonne santé, qu'il lui apporte force et sagesse pour que « Quand on rentre chez lui avec des problèmes, on sorte avec les solutions » Un vin d'honneur a été offert aux invités pour finir cette cérémonie de présentation officielle de El Hadj Oba Kabyesi Karimu AFOLABI, 6e roi des Yorouba du Togo. Sa Majesté attend la cérémonie d'intronisation pour prendre officiellement fonction et s'atteler au rassemblement et à la prospérité de sa communauté. Le nouveau roi dit avoir plusieurs projets qui seront dévoilés en temps opportun. Une nouvelle ère s'ouvre sur la Royauté Yorouba au Togo. ■

A.KILI

## Focus sur un jeune talent de la Musique togolaise Noël AMETEPE aux sources des richesses africaines



Ce jeune étudiant en 3ème année au Département d'Anglais à l'Université de Lomé a été révélé au grand public à travers son premier single « Kessinonou » et le clip qui le traduit en images. Une histoire faite de rêve, des images pleines de couleurs et de richesse d'une Afrique qui ne demande qu'à être revalorisée dans ce qu'elle a de forcément meilleur sur le plan des traditions et de la culture. Noël AMETEPE est entré sans frapper, dans ce monde musical où, l'ivraie a vite fait de prendre le dessus sur l'artistiquement parfait. Heureusement pour lui qu'il a la voix et la talent qu'il a su forger et aiguiser pendant de très longues années au service

de la louange de Dieu dans la chorale qu'il dirige à l'Eglise Internationale de l'Alliance Chrétienne. « Tout est parti de l'Eglise où je dirigeais des groupes musicaux. A un moment donné, je me suis dit qu'il fallait dépasser le stade des reprises et songer à composer nos propres chansons de louange et d'adoration. J'ai donc composé plusieurs chansons que le public a aimées. » C'est fort de cette expérience que Noël AMETEPE s'est lancé sur la voie de la Musique. En décembre 2009, il se retrouve au Palais des Congrès de Lomé comme finaliste du Concours National « Jeunes Talents ». Quatre mois plus tard il est le Lauréat d'un Prix dans l'émission «

Evasion Jeunes » sur la TV2. Cette reconnaissance lui ouvre les portes des studios pour le premier enregistrement de sa jeune carrière. Perfectionniste et instrumentiste polyvalent qu'il soit, il sort du studio insatisfait du single qui a été produit. Il décide alors d'améliorer son œuvre et c'est dans sa quête de perfection que la providence lui permet la rencontre de Louis VINCENT, photographe de renommée internationale et de son associée Fabienne NONAT du label « A PRESENT PARIS PRODUCTUION ». La maison le prend en charge et réalise son single fondateur « Kessinonou » réalisé dans un féerique village africain en plein cœur de la capitale togolaise par Innocent EKLOU, ancien sociétaire du groupe Hotsi. Le clip est un chef d'œuvre qui lance l'artiste sur la voie d'une prometteuse carrière. Un album estampillé « World Music » est en préparation. A côté de la musique moderne, ossature de la plupart des œuvres contemporaines, l'Afrique aura une place de choix dans l'album qui s'annonce avec des prises déjà programmées chez Joël Azeto et Babylaxx, l'ex arrangeur d'Alpha Blondy. « Kessinonou » qui est un pressant appel à la valorisation des richesses culturelles et traditionnelles africaines annonce l'arrivée d'un artiste qui se donne les moyens de se pérenniser. ■

Alfred KILI

## Musique Des artistes soutiennent l'Agriculture

En marge des activités du 3e Forum National du Paysan Togolais, Dapaong a vibré au rythme de la musique. En effet, un grand concert a eu lieu au stade de Dapaong le 25 février dernier. Le concert est organisé en guise de soutien aux agriculteurs togolais et aux autorités pour leurs efforts consentis pour le redécoupage du secteur agricole qui a pris son envol depuis quelque temps. C'est un concert nocturne qui a vu la participation des artistes locaux de Dapaong à l'instar de Mondo Yemdoubé. Venus de Lomé pour la circonstance, Masta Popa, Jey-Liba, Cano man, Wilfried A2 ont mis le feu au stade de Dapaong avec un public des grands jours. L'attraction de ce concert est la prestation du grand sentimental Daouda avec ses morceaux fars. L'homme était aux côtés de ses jeunes frères pour célébrer le secteur agricole togolais à travers la musique. De la tradition à la modernité et de la belle époque à la nouvelle génération, Dapaong a connu un début de week-end très festif. Un concert ouvert au public avec une entrée libre et gratuite. C'était un régal pour le public du Stade Municipal de Dapaong. ■

B K

## Société

### Mon mari, l'ex de ma tante

Le monde est petit dit on souvent et seules les montagnes ne se rencontrent pas. Pour les humains quand surviennent des situations auxquelles on pensait avoir échappé pour de bon le malaise est grande et vaste peut être la déception et les conséquences désastreuses sur soi et sur son entourage.

Adèle s'est mariée il y a deux ans à un homme qu'elle a connu six mois seulement avant la célébration de leur union. Ils se voyaient depuis un peu plus de deux ans, s'appréciaient sans jamais se l'avouer. Tous les deux travaillaient dans la zone portuaire et les midis souvent, ils se retrouvaient dans les mêmes endroits soit pour se restaurer soit pour se détendre en attendant la reprise. C'est ainsi qu'un soir Adèle qui avait sa moto en panne a dû accepter l'offre que lui, faisait Jacques, son futur époux de la déposer en ville pour qu'elle rallie rapidement son domicile et c'est curieusement lors des discussions que chacun découvre que l'autre était célibataire. Cette révélation rassura totalement Jacques qui décida finalement de déposer Adèle chez elle à la maison. L'homme était dans la quarantaine et la femme dans la trentaine. Chacun avait un passé qu'ils ont tous les deux survolé assez rapidement comme pour se convaincre d'une réelle possibilité pour eux de se mettre ensemble. Les jours qui ont suivi cette première

discussion intime ont vite concrétisé les choses. Adèle et Jacques étaient amoureux et inséparables. L'une invite l'autre à son église pour le rapprocher de Dieu. De son côté Jacques associe de plus en plus Adèle aux nombreux occasions de retrouvailles dans sa famille. L'église et la famille ont donc logiquement béni cette union basée sur le respect mutuel et un amour de plus en plus grandissant. Adèle commence par passer ses premières nuits chez Jacques. Ce dernier se métamorphose et se responsabilise. De moins en moins il accepte les visites des femmes. Le couple grandit et se développe en moins d'un trimestre. Le projet de mariage est dans l'ordre des choses et tout se précise. Adèle et Jacques ont l'impression d'avoir toujours vécu ensemble. Tout baigne et la mariée est doublement célébré. Dans une discrétion souhaitée pour éviter le gaspillage et surtout ne pas s'attirer l'envie et la jalousie ambiantes qui dévorent et tuent les mariages en Afrique.

Un samedi soir, alors que Jacques était sorti rendre visite à ses amis, Adèle reçoit une visite inattendue. Micheline, l'une des demi-sœurs de sa mère débarqua à la maison. Elle sonna et ouvrit la porte sans attendre une réponse. La porte du salon était ouverte et elle s'installa sans attendre, s'empara de la télécommande pour allumer la télévision. C'est le bruit de la télévision allumée qui



attire l'attention d'Adèle qui croyait que son mari était de retour. Elle se leva du lit pour aller le rejoindre histoire de lui servir à manger. « Chéri ! Tu dois mourir de faim n'est-ce pas ? » A peine la question posée, elle s'arrêta, totalement surprise de la présence de sa tante qu'elle n'avait plus revue depuis au moins six ans. Comment savait elle qu'elle habitait ici ? Pourquoi elle t-elle venue sans prévenir ? Que cherchait elle ici ? Elle n'eut pas le temps de se poser ces questions que la mine et l'état de sa tante lui apportèrent une bonne partie de réponses aux questions qu'elles se posait. La tante Micheline était plus qu'assommée de la retrouver ici, chez Jacques. Elle baissa la tête comme si elle pleurait. Adèle ne disait plus rien. Lentement elle s'approcha de sa tante et la tint par l'épaule. Celle-ci hésita longtemps avant de relever la tête. Ses yeux étaient devenus rouge et sa gorge entièrement nouée. Les

deux femmes se regardaient sans rien se dire. Chacune savait que quelque chose de grave, voire d'irréparable avait été commise. Le cœur d'Adèle battait plus fort que celui de sa tante. Adèle se ressaisit la première pour demander à Micheline si elle était venue voir Jacques. Cette dernière acquiesça de la tête. Toutes les deux savaient maintenant qu'elles se partageaient le même homme. Mais aucune n'avait le courage de demander à l'autre ce qui se passait. Pendant près de cinq minutes un silence de mort régnait dans le salon. C'est Adèle qui va finir par le rompre en déclarant « Je suis la femme de Jacques depuis six mois déjà. Est-ce que tu le sais ? » ET 0 micheline de répondre « Non ». Le silence mortuaire occupa à nouveau l'espace. ■

(La Suite dans le No 010 du LIBERAL)

Le Briscard

## L'éthique administrative

# Les faibles revenus dans l'administration publique n'incitent pas à la vertu



Depuis un certain temps, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Publique et de la Réforme administrative effectue une tournée dans les départements ministériels. Principal objectif : sensibiliser les agents de l'Etat sur l'éthique administrative.

La tournée du Ministre d'Etat se situe dans la droite ligne du discours du Chef de l'Etat qui au seuil de la nouvelle année avait appelé à plus d'efficacité pour notre Administration Publique et s'inscrit dans le vaste chantier de la réforme de l'Administration lancée depuis 2005. Tous les ministères auront leur tour chez le coiffeur.

Sensibiliser les agents de l'Etat sur l'éthique de l'administration est une initiative louable car elle vient leur rappeler les valeurs cardinales de cet outil

indispensable dans la conduite des affaires de notre pays dont les principes vont à vau-l'eau.

Les services publics togolais sont aujourd'hui accablés de tous les maux au point d'être perçus comme perclus.

L'exception est devenue par la force des choses la règle. Lourdeur dans la conduite des dossiers, l'absentéisme, l'inefficacité, les retards, le manque de professionnalisme, le non respect de la chose publique, la corruption, en somme l'Administration est dominée par une certaine prévarication au point de donner le tournis aux pouvoirs publics.

Sans vouloir faire l'apologie de la paresse ou faire l'avocat du diable, sans vouloir jeter l'anathème sur les pouvoirs publics, il faut de même relever bien d'autres causes qui expliquent le comportement des fonctionnaires. Le constat est patent.

Si servir son pays dans l'administration est un métier noble, presque un sacerdoce, il n'en demeure pas moins vrai qu'il est aussi important pour les agents publics de prétendre à un certain bien-être social avec tout ce que cela comporte comme conséquences. La rémunération est une source de motivation, tous les théoriciens du Management sont unanimes.

Or l'Administration Publique offre les plus bas revenus du marché de l'emploi. Ceci a un effet corrosif sur la motivation des agents qui sont obligés de s'absenter de temps à autre pour avoir de revenus supplémentaires pour arrondir les angles. Les plus téméraires vont jusqu'à imposer aux usagers des services publics des paiements sur des services qui sont normalement gratuits. La fonction publique n'a plus d'attrait pour les nouvelles générations et sert juste de tremplin pour ceux qui sont déjà. ■

E. Dieudonné

## Championnat D2

## La SNPT rejoint le carré d'AS régional, ASFOSA reste sur le carreau

La dernière journée de la phase de poule du championnat national de deuxième division s'est jouée le week-end dernier dans les groupes A et C. Mais les attentions se sont beaucoup plus focalisées sur les matchs dans le groupe A qui devait livrer son dernier représentant pour la suite de la compétition. Les autres groupes ayant livré leur verdict depuis déjà deux semaines. Un seul match maintenait le suspens entre le 2e et le 3e qui sont ASFOSA de Lomé et la SNPT. Alors qu'à cette journée, ASFOSA était au repos et suivait attentivement la rencontre entre son challenger SNPT FC et CAÏMAN AC de Lomé. Le match se jouait à Kpémé et les joueurs de Caïman jouaient beaucoup plus le rôle des arbitres du groupe parce que déjà éliminés. Une victoire des « Phosphatiers » de Kpémé les propulsait directement en demi-finale tandis qu'un match nul ou une défaite de leur part faisait les

affaires d'ASFOSA. L'enjeu était donc de taille et les Caïman de Lomé ne voulaient pas se laisser abattre. Le match a été âprement disputé et à l'arrivée, ce sont les joueurs de Kpémé qui l'emportent sur le score étrié de 2-1. Cette victoire non seulement permet à la SNPT de rejoindre les qualifiés pour les demi-finales régionales mais aussi met fin aux espoirs des protégés du coach Adam Fazazi qui ratent pour la second fois consécutive, la montée en 1ère Division. Les joueurs de la Forêt Sacrée de Lomé doivent cette élimination à leur nul concédé face à Tigre Noir Zéphyr lors de l'avant dernière journée. C'est donc la SNPT qui accompagne AGAZA dans le groupe A en demi-finales régionales qui démarrent incessamment. Au total quatre demi-finales seront jouées en raison de deux pour les régions Maritime et Plateaux, deux pour les régions Centrale, de la Kara et des Savanes. Les affiches seront

composés comme suit : Agaza leader du groupe A jouera Anges de Notsè, la SNPT rencontre Okiti de Badou. Lumière de Sokodé sera aux prises avec Sara Sport de Bafilo et Doumbé sera face à Odalou de Kambolé. Tous ces matchs se joueront en aller et retour et les vainqueurs s'affronteront pour les finales régionales. La fin de ce championnat ouvrira la brèche pour les clubs de la D1 au repos depuis plus de 2 ans. Rappelons que c'est le 29 janvier dernier que ce championnat a repris avec le match ASPOTO-ASFOSA. Certains clubs qu'on croyait être des sérieux prétendants au titre n'ont fait que piètre figure et végèterons désormais dans les méandres de la troisième division nationale qui n'existe jusqu'ici que de nom. Parmi eux : Gbikinti de Bassar, ASPOTO de Lomé, Kakadl de Défalé, Ifodjè d'Atakpamé, Essor de Lomé, etc. ■

BRHOOM Kwamé

## Football au Togo

## Le coach des Eperviers Thierry Froger jette l'éponge



Et enfin! Pourrait-on dire, l'entraîneur des Eperviers Thierry FROGER a demandé au Président de la FTF Gabriel AMEYI de le libérer de ses engagements vis-à-vis de l'équipe nationale du Togo ce qui a été fait sans hésitation selon un communiqué rendu public par la cellule de la communication de la Fédération Togolaise de Football. Contrainte ou véritable volonté de démissionner ? il est clair que ce n'était pas le véritable amour entre l'entraîneur FROGER et le nouveau Bureau Exécutif de la FTF. Dans tous les cas, on parle d'une séparation à l'amiable et sans d'indemnité. Arrivé à la tête des Eperviers en Juin 2010 le français avait pour mission de qualifier les Eperviers pour la CAN 2012. Une mission aujourd'hui quasi impossible au vu des performances réalisées. Sur environ huit matchs disputés avec les Eperviers, Thierry FROGER a enregistré cinq défaites et 3 nuls. Cette démission ne surprend guère car cela faisait très longtemps que le public sportif togolais l'attendait. On se souvient à la fin du match Togo - Tchad comptant pour les éliminatoires CAN 2012, le public du Stade de Kégué avait réclamé à cris la démission de Thierry FROGER. Aujourd'hui c'est chose faite, le coach qui bénéficierait du parapluie de protection du Ministère des sports s'en va, ça fait partie des solutions aux problèmes du football togolais mais ce n'est pas la solution. Le départ de Thierry FROGER certes était plus qu'une nécessité au vu des résultats réalisés mais il serait illusoire de croire que le mal du football togolais se limitait à FROGER. De l'incompétence avérée du sélectionneur, il faut aussi ajouter la mauvaise forme physique de la plupart des joueurs qui composent l'effectif de l'équipe nationale ne passera pas sous silence la FTF ou encore le Ministère des sports qui doivent vibrer en phase. Le football togolais revient de très loin et de nombreux défis attendent l'équipe à Gabriel AMEYI. Le démarrage du championnat est déjà une bonne chose pour une reconstruction véritable du football au Togo. ■

FP

**PIESCO**  
**BOUZIN**

**PIESCO MEMORY**  
*La griffe des Connaisseurs*  
Face Station TOTAL Djidjolé  
**ICC**  
Institut de Coupe et de Couture  
A Agbalépédo, non loin de la HAAC  
Diplôme d'Etat + Atelier  
Informations: +228 916.60.39

France/Présidentielles 2012

# Que cache la rencontre Sarkozy Villepin ?

Alors que la gauche peine toujours à se trouver un leader qui pourrait rééditer en 2012 l'exploit réalisé par François Mitterrand en 1981, hésitante entre Martine Aubry, Ségolène Royale et un Dominique Strauss-Kahn qui fait encore mystère de sa candidature pour une question de timing assure-t-on dans son entourage, côté droite a eu lieu une rencontre entre deux adversaires qui pourrait donner l'illusion d'une réconciliation.

En effet, le fait qui a marqué l'actualité politique française ces derniers temps, c'est bien la rencontre entre le Président de la République française et l'ancien Premier Ministre de Jacques Chirac, Dominique de Villepin.

Cette rencontre ne pouvait pas paraître anodine quand on sait les relations tendues sinon tumultueuses qu'entretiennent les deux fils du gaullisme.

Les deux personnalités ne se sont plus rencontrées depuis deux ans et la question qui se pose est celle de savoir si cette rencontre marque le début d'une réconciliation ?

On sait que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts pendant ces deux années.

Le Président Sarkozy a reçu l'ancien Premier Ministre dans le sillage des consultations qu'il a entreprises dans le cadre de la présidence française du G20 et l'ancien Secrétaire Général de l'Elysée ne pouvait pas s'y dérober. Les propos tenus par l'ancien

Premier Ministre laissent penser qu'il ne s'agit pas du tout d'une paix des braves. «Il y a, c'est ma conviction, dans les circonstances actuelles, un intérêt supérieur qui doit passer avant toute chose, l'intérêt supérieur de la nation, l'intérêt général des Français», a-t-il conclu devant un parterre de journaliste, pressés de lui demander s'il était réconcilié avec le chef de l'Etat.

Pour qui connaît bien la vie politique française ne pouvait pas se permettre d'imaginer une quelconque réconciliation, tant les rancœurs sont grandes.

En effet l'inimitié entre les deux hommes politiques remonte aux élections présidentielles de 1995 pendant lesquelles la chiraquie n'a pas pardonné à Sarkozy son ralliement à côté Balladur qui était en compétition avec Chirac.

Cette inimitié a été ravivée par en 2005, lorsqu'il s'est agi pour Chirac de passer le témoin. Entre son fils naturel et un ancien traître, il avait essayé de barrer la route au traître sans succès à travers l'affaire Clearstream sur les comptes bancaires occultes de ce dernier.

Nicolas Sarkozy ayant finalement pris le dessus a voulu faire payer à Villepin son audace en se constituant partie civile dans la ténébreuse affaire de Clearstream. On sait l'affaire est pendante devant la justice puisque Villepin a été déclaré non coupable en première instance.

Réponse du Berger à la bergère, Villepin a de son côté réveillé une



veille affaire sur l'attentat de Karachi au Pakistan dans lequel avaient péri 11 employés français de la Direction des constructions navales (DCNS). Grief soulevé : les français auraient été ciblés à cause des retro commissions qui auraient servi à financer la campagne de Balladur avec Nicolas Sarkozy au centre des accusations.

Les rapports entre les deux hommes sont devenus un véritable chassé-croisé d'accusations et de citation dans des affaires judiciaires pour des motifs politiques inavoués.

Les plus grandes offensives

viennent du côté de l'ancien Premier Ministre qui n'hésite pas souvent à placer des phrases assassines sur la gestion des affaires par le Président de la République au point de créer sa propre chapelle politique : République solidaire par laquelle il entend offrir une autre alternative aux français pour 2012 pris en otage par la politique de Nicolas Sarkozy et les errements de la gauche.

Villepin n'a pas encore parlé d'une candidature pour 2012, mais les signes ne trompent pas. Il faudra compter avec lui

D'ores et déjà, il a fait savoir qu'il

ne renouvellera pas sa carte de membre de l'UMP pour 2012.

Nicolas Sarkozy aura donc fort à faire en 2012 entre un Villepin qui va sans doute lui tailler quelques croupières à droite et un Dominique Strauss-Kahn qui auréolé de sa stature de Président du FMI tentera de jouer sa chance. Décidément, la droite française n'a pas encore fini de solder les comptes des divisions qui avaient prévalu entre Chirac et Balladur en 1995. Les vieux démons de cette division vont-ils ressurgir ?

E. Dieudonné

Démission de Michel Alliot Marie

## Une candidate potentielle de moins pour 2012

En dépit de sa volonté manifestée de vouloir se maintenir vaillamment que vaillamment, MAM vient d'être victime de ses maladresses dans les derniers instants du règne de Ben Ali. Au-delà des déclarations qu'elle avait faites en proposant le savoir faire de la France aux autorités tunisiennes au début de l'insurrection et l'usage d'un avion de Ben Ali, ce sont les révélations du Canard Enchaîné sur les parents de la Ministre qui lui ont porté le coup de grâce. C'est la fin d'un parcours politique exceptionnel pour cette femme de caractère qui avait été perçue en 2007 comme une candidate potentielle à l'élection présidentielle. Les soutiens de ses collègues Ministres n'auraient pas eu raison des polémiques. Mais quel était leur degré de sincérité ? MAM a-t-elle été suffisamment soutenue par sa famille politique ? Difficile à dire. En tout cas son départ ne fait pas que des malheureux.

Etant donné que MAM a eu un parcours politique de haut calibre, un bon concours de circonstance aurait pu faire d'elle une alternative crédible au cas où la gauche se positionnait finalement avec une candidate féminine à l'issue d'éventuelles primaires.

De là à penser que l'équation du choix du candidat de l'UMP s'est simplifiée avec le départ de MAM, il n'y a qu'un pas que certains n'hésiteraient pas à franchir.

Dans le milieu politique, il n'y a pas de cadeau. Au contraire c'est un monde sans pitié ou l'on achève sans état d'âme les blessés comme chez les lycéens.

Seulement après l'immolation d'un compagnon de lutte il faut toujours trouver un habillage et ce n'est pas l'imagination qui manque.

Officiellement l'objectif du remaniement répondait à la volonté de Sarkozy de rendre plus dynamique le Quai D'Orsay. Il l'a d'ailleurs rappelé dans son

allocution.

Mais pour faire bonne figure on a mis à contribution un groupe de diplomates dont la tribune publiée dans le quotidien Le Monde n'est pas passée inaperçue.

En effet, une polémique opportune a été lancée par un groupe de diplomates dénommé MARLY sur l'impulsivité ambiante qui caractérise la diplomatie française ces derniers temps. Dans cette tribune, ces derniers ne sont pas passés par quatre chemins pour attirer l'attention du Président de la République sur les écarts de sa politique étrangère.

Le choix d'Alain Juppé comme nouveau Chef de la diplomatie témoigne ainsi de la volonté de Nicolas Sarkozy de donner plus pugnacité à la diplomatie française en tablant sur un homme capable de répondre aux défis qui se posent au pays de Charles de Gaulle en ces temps de mutations profondes dans le monde arabe.



En tout cas, le choix fait l'unanimité puisque le nouveau chef de la diplomatie française avait eu déjà à faire ses preuves comme Ministre des affaires Etrangères dans le gouvernement Balladur de 1993 à 1995.

Alors la grande question qui se pose

aujourd'hui est celle de savoir si MAM pourra rebondir ou si la révolution du jasmin a donné le prétexte pour enterrer définitivement une des grandes figures de la droite gaulliste de ces dernières années ?

E. Dieudonné